

REGLEMENT D'APPEL A PROJETS POUR L'ATTRIBUTION DE CONTRATS DE SUBVENTION

INTITULE DU PROGRAMME :
QAWAFEL - REACHAFRICA

OBJET DE L'APPEL A PROJETS :
Octroi de subventions visant à appuyer les structures intermédiaires de l'écosystème de l'internationalisation qui ont vocation à accompagner le positionnement des entreprises et la promotion d'actions commerciales sur les marchés africains

MONTANT DISPONIBLE DE L'APPEL A PROJETS :
600 000 €

CALIBRAGE FINANCIER DES SUBVENTIONS :
Montant minimum des subventions : 75 000 €
Montant maximum des subventions : 120 000 €

DATE HEURE ET LIEU DE LA REUNION D'INFORMATION DE L'APPEL A PROJETS :
JEUDI 11/01/2023 A 10H00 (HEURE DE TUNIS) A THE DOT

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DE LA NOTE SUCCINCTE DE PRÉSENTATION, LE LUNDI 29/01/2023 A 14H00 (HEURE DE TUNIS)

AVERTISSEMENT

Il s'agit d'un appel à projets restreint.

- Dans un premier temps, seules les notes succinctes de présentation (parties 1 et 2 du formulaire de demande de subvention) doivent être soumises pour évaluation.
- Par la suite, les demandeurs chefs de file qui auront été présélectionnés seront invités à :
 - Participer à un boot camp (un camp de renforcement de capacités) et ce dans l'objectif de les doter des compétences nécessaires pour formuler des propositions de projet efficaces, bien structurées et convaincantes ;
 - Soumettre une demande complète ;
 - Pitcher leurs projets devant un comité de sélection.

Après l'évaluation des demandes complètes, l'éligibilité des demandeurs provisoirement sélectionnés sera vérifiée sur la base des pièces justificatives demandées par Expertise France et de la déclaration signée par le demandeur chef de file, envoyées en même temps que la demande complète

TABLE DES MATIERES

1.	Le projet « Qawafel »	4
1.1	Présentation du projet Qawafel	4
1.2	Objectifs du programme et priorités	4
1.3	Montant de l'enveloppe financière mise à disposition par Expertise France	7
1.4	Octroi de subvention pour actions similaires	8
2.	Règles applicables a l'appel à projets	9
2.1	Critères d'éligibilité	9
2.1.1	Éligibilité du demandeur chef de file	9
2.1.2	Associés et contractants.....	10
2.1.3	Actions éligibles : pour quelles actions une demande peut-elle être présentée ?.....	11
2.1.4	Éligibilité des coûts : quels coûts peuvent être inclus ?	16
2.2	Présentation de la demande et procédures à suivre.....	18
2.2.1	Contenu de la note succincte de présentation.....	18
2.2.2	Où et comment envoyer la note succincte de présentation ?	19
2.2.3	Date limite de soumission de la note succincte de présentation	19
2.2.4	Autres renseignements sur la note succincte de présentation	19
2.2.5	Demandes complètes	20
2.2.6	Où et comment envoyer les demandes complètes ?	21
2.2.7	Date limite de soumission des demandes complètes	21
2.2.8	Autres renseignements sur les demandes complètes	21
2.3	Évaluation et sélection des demandes	22
2.4	Soumission des pièces justificatives pour les demandes provisoirement sélectionnées	28
2.5	Notification de la décision d'Expertise France	29
2.6	Conditions de la mise en œuvre après la décision d'Expertise France d'attribution d'une subvention	30
2.7	Protection des données personnelles et confidentialité	31
3	Liste des annexes	32

1. LE PROJET « QAWAFEL »

1.1 Présentation du projet Qawafel

Financé par l'Agence Française de Développement (AFD) dans le cadre du Programme de Renforcement des Capacités Commerciales¹ (PRCC), instrument bilatéral français d'aide publique au commerce, le projet d'appui à l'internationalisation des startups et PME tunisiennes à l'échelle du continent africain, « Qawafel », a pour objectif global de contribuer à la création d'emplois, au développement économique inclusif de la Tunisie et à son intégration aux marchés du continent africain.

Mis en œuvre par Expertise France sur une période de 36 mois, et en partenariat avec le Ministère de l'Économie et de la Planification (MEP) et le secteur privé tunisien, ce projet vise à soutenir le renforcement, la structuration et la valorisation de l'écosystème de l'internationalisation tunisien, contribuant à la visibilité de la Tunisie et l'émergence d'initiatives innovantes tunisiennes sur les marchés prioritaires sur le continent.

L'étude réalisée par le *Conseil d'Analyse Économique* (CAE) entre 2019 et 2020 dans le cadre du Mémorandum de Dialogue Stratégique entre la Tunisie et l'AFD a permis d'identifier plusieurs pistes pour favoriser l'internationalisation des PME tunisiennes à l'échelle du continent. Qawafel entend donner une suite opérationnelle à certaines des recommandations émanant de l'étude et contribuer aux actions du gouvernement en matière d'internationalisation des entreprises tunisiennes.

La déclinaison opérationnelle de cet appui, qui s'intègre dans les deux objectifs principaux du PRCC, visera à atteindre l'objectif spécifique : « Les entreprises tunisiennes s'implantent et/ou développent leur exportation dans les trois pays prioritaires, augmentant ainsi leur volume d'activité et leur compétitivité ».

Le projet, basé sur une approche holistique, s'articule autour de trois composantes :

- Composante I : Accompagnement de l'internationalisation des entreprises tunisiennes vers le continent africain ;
- Composante II : Visibilité et diplomatie économique de la Tunisie sur les marchés prioritaires ;
- Composante III : Cadre réglementaire et institutionnel propice.

1.2 Objectifs du programme et priorités

Le présent appel à projets s'inscrit dans le cadre de la composante 1 du projet Qawafel et vise à identifier et soutenir les structures privées d'accompagnement des entreprises qui ont la capacité de concevoir et de mettre en œuvre des programmes d'accompagnement destinés aux startups et PME tunisiennes souhaitant s'internationaliser au **Sénégal**, en **Mauritanie**, en **République démocratique du Congo** (RDC) et au **Kenya**.

L'objectif général du présent appel à projets est d'appuyer le renforcement, la structuration et la valorisation de l'écosystème tunisien de l'internationalisation afin de renforcer la capacité des entreprises tunisiennes à pénétrer et à réussir sur les marchés du Sénégal, de la Mauritanie, de la RDC et du Kenya, dans les cinq secteurs à fort potentiel identifiés par l'étude Deloitte qui sont le BTP, la santé et la pharmaceutique, l'enseignement supérieur, l'agroalimentaire et le numérique.

¹ Le PRCC se structure autour de deux objectifs : 1/ Développer des politiques commerciales et faciliter l'intégration régionale économique des pays en développement, et 2/ Développer une offre compétitive des pays en développement sur les marchés régionaux et internationaux. ([Le Programme de renforcement des capacités commerciales | AFD - Agence Française de Développement](#))

Les **objectifs spécifiques** du présent appel à projets sont :

Objectif 1 : Renforcement des actions et des programmes d'accompagnement pour appuyer la pérennisation du développement export des entreprises déjà exportatrices ainsi que l'éclosion à l'international des savoir-faire non encore exportés et ce spécifiquement sur les trois marchés prioritaires, le Sénégal, la Mauritanie et le Kenya, tout en respectant des pratiques commerciales durables, sociales et environnementales responsables, autour de deux leviers complémentaires :

- Détecter et sensibiliser de nouvelles entreprises exportatrices² aux enjeux de l'internationalisation ;
- Structurer la démarche des entreprises exportatrices pour une internationalisation durable (investissement/implantation).

Résultats :

- Des initiatives existantes ayant démontré des résultats sont alimentées et/ou de nouveaux programmes, activités ou services concourant au développement des entreprises tunisiennes qui souhaitent développer leurs **activités d'exportation** sur les quatre marchés cibles sont créés et proposent une offre de services de qualité (stratégie et conseil, prospection, veille et intelligence économique, ressources humaines, actions collectives), sur la durée et au profit des entreprises, indépendamment de leur taille, à condition qu'elles aient l'ambition de s'internationaliser.
- Des initiatives existantes ayant démontré des résultats sont alimentées et/ou de nouveaux programmes, activités ou services concourant au développement des entreprises tunisiennes qui souhaitent **s'implanter** sur le(s) marché(s) défini(s) sont créés et proposent une offre de services de qualité correspondant aux besoins des entrepreneurs tunisiens.
- Les programmes existants en Tunisie couvrent l'ensemble des phases du parcours de **l'entreprise exportatrice** : préparation, diagnostic export, connaissance du/des marché(s), financement et gestion des risques, développement des activités sur le/les marché(s) cible(s), mise à niveau de(s) produit(s) exportable(s) (adaptation au(x) consommateur(s) et/ou marché(s) ciblé(s)).
- Les programmes existants en Tunisie couvrent l'ensemble des phases du parcours de **l'entreprise souhaitant s'implanter** (commerciale et/ou industrielle) dans le(s) pays cible(s) : stratégie d'implantation, sélection du/des marché(s) cible(s), financement, études et autorisations, ancrage territoriale, recrutement et formation, etc.
- Les structures et programmes spécifiques d'incitation et d'accompagnement à l'expansion hors frontières tunisiennes, et plus spécifiquement au Sénégal, en Mauritanie, en RDC et au Kenya, apportent un appui technique qualifié aux entreprises, primo exportateurs et / ou exportateurs confirmés tels qu'entre autres, l'accès à l'information, le diagnostic export, le.s étude(s) marché(s), la mise à niveau, le.s certification(s), l'accès à des réseaux d'affaires sur place, la recherche de financement, etc.
- Les structures et programmes d'accompagnement proposent une offre de services à l'internationalisation dans les filières à fort potentiel de croissance dans les quatre pays cibles (selon les résultats de l'étude Deloitte) : BTP et services connexes, santé et pharmaceutique, enseignement supérieur, agroalimentaire et numérique/technologique.
- Les structures et programmes d'accompagnement développent sur la durée une culture de l'international et une approche positive du rapport du risque, aussi bien du côté des chef.fes

² Entreprises réalisant moins de 10% de leur chiffre d'affaires à l'étranger ou n'exportant pas de manière pérenne depuis 3 ans

d'entreprises que du côté de leurs partenaires financiers, tout en essayant de réduire le rapport de dépendance aux financements publics.

- Les structures et programmes d'accompagnement sont pérennes et la durabilité des actions est assurée.

Objectif 2 : Dissémination des structures et des programmes d'accompagnement à l'internationalisation sur l'ensemble du territoire tunisien.

Résultats :

- Les écosystèmes de l'internationalisation se développent à l'échelle locale.
- Les structures et programmes d'accompagnement proposent des actions pour l'internationalisation des entreprises de toutes les régions.
- L'internationalisation des entreprises tunisiennes promeut l'ancrage territorial et concourt à la création d'emplois et au développement économique local.

Objectif 3 : Plaidoyer et sensibilisation en faveur de l'internationalisation du savoir-faire tunisien dans les cinq secteurs économiques à fort potentiel de croissance (identifiés dans le cadre du projet Qawafel).

Résultats :

- La culture de l'international, notamment à l'échelle du continent africain se diffuse sur l'ensemble du territoire et aux différents types d'entreprises, dans les 5 secteurs identifiés, indépendamment de leur taille.
- Les *success stories* tunisiennes sont valorisées et la visibilité des initiatives d'internationalisation vers le continent africain est accrue.
- Le dialogue public-privé sur l'internationalisation vers le continent africain et particulièrement sur les pays prioritaires (Sénégal, Mauritanie, RDC et Kenya) et les partenariats entre les acteurs de l'écosystème (secteur privé, recherche, opérateurs et autorités publics, etc.) se renforcent.
- L'implication de la société civile économique dans la promotion du savoir-faire tunisien dans les cinq filières économiques s'accroît.

Objectif 4 : Renforcement des partenariats et des connexions dans la durée entre les écosystèmes tunisiens et africains.

Résultats :

- Les partenariats et les connexions entre les écosystèmes tunisiens et les écosystèmes africains de l'internationalisation se renforcent.
- L'intégration régionale de l'écosystème tunisien est accrue.
- L'exportation du savoir-faire, de l'intelligence entrepreneurial et d'initiatives innovantes tunisiennes est promu à l'échelle du continent et plus spécifiquement dans les quatre pays prioritaires.
- Le savoir-faire tunisien via ses entreprises est présent sur les salons, foires et événements phares à l'échelle du continent africain.
- L'écosystème tunisien est valorisé sur les scènes africaine et internationale et renforce son attractivité.

Objectif 5 : Promotion, dans le cadre de l'internationalisation des startups et entreprises tunisiennes, des approches et des projets respectueux des exigences environnementales et sociales.

Résultats :

- Les startups et les PME tunisiennes fondées et/ou gérées par des femmes sont valorisées et promues à l'international et notamment sur les quatre pays prioritaires.
- Les startups et les PME tunisiennes à fort potentiel d'impact environnemental et social sont valorisées et promues à l'international et notamment sur les quatre pays prioritaires.
- Les structures intermédiaires, les startups et les PME sont sensibilisées aux potentiels impacts et enjeux environnementaux et sociaux de leurs activités commerciales et abordent, traitent et définissent le cadre climatique, environnemental et social qu'ils doivent prendre en compte et respecter tout le long de la mise en œuvre de leur projet.
- Les structures intermédiaires font état périodiquement de leurs engagements environnementaux et sociaux directement au sein de leurs activités et indirectement au niveau des entreprises qu'elles accompagnent, à travers un reporting environnemental et social précis basé sur des indicateurs illustratifs.
- Les structures intermédiaires ainsi que les entreprises engagées dans l'internationalisation de leurs activités communiquent périodiquement sur leurs engagements environnementaux et sociaux auprès de leurs employés, de leurs clients ainsi que des populations qui leur sont limitrophes.

Les projets éligibles au financement devront obligatoirement viser tout ou partie des objectifs spécifiques cités ci-dessus et concourir à tout ou partie des résultats indiqués (les propositions devront clairement mentionner les priorités auxquelles elles se réfèrent).

1.3 Montant de l'enveloppe financière mise à disposition par Expertise France

Le montant indicatif global mis à disposition au titre du présent appel à projets s'élève à **600 000** EUR. Expertise France se réserve la possibilité de ne pas attribuer tous les fonds disponibles.

Montant des subventions

Toute demande de subvention dans le cadre du présent appel à projets doit être comprise entre :

- Montant minimum : 75 000 EUR
- Montant maximum : 120 000 EUR

Pourcentage de cofinancement

Toute demande de subvention dans le cadre du présent appel à projets doit être comprise entre les pourcentages minimum et maximum suivants du total des coûts éligibles de l'action :

- Pourcentage minimum : 10% du total des coûts éligibles de l'action
- Pourcentage maximum : 60% du total des coûts éligibles de l'action

Le solde (c'est-à-dire la différence entre le coût total de l'action et le montant demandé à Expertise France) doit être financé par des sources autres que le budget de l'AFD ou que le budget d'Expertise France.

- Il y a cofinancement dès lors que le bénéficiaire apporte une contribution sous forme financière. Ceci signifie que les frais généraux, et notamment les salaires ou parties de salaire du personnel permanent affecté au projet, ne peuvent être considérés comme le cofinancement apporté par le bénéficiaire.

- Le co-financement apporté par le bénéficiaire est inscrit au budget et au contrat de subvention, il engage donc le bénéficiaire. Ces fonds sont également soumis aux mêmes principes d'éligibilité que les fonds alloués par Expertise France.

1.4 Octroi de subvention pour actions similaires

Par dérogation aux procédures d'attribution des subventions (voir point 3.4 du Guide d'Appel à Projets d'Expertise France), Expertise France pourra octroyer par attribution directe un contrat de subvention complémentaire ayant pour objet la mise en œuvre d'une action similaire à l'un des attributaires désignés à l'issue du présent appel à projets.

Lorsqu'un tel contrat de subvention est passé par Expertise France, la durée pendant laquelle les nouveaux contrats peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat de subvention initial.

2. REGLES APPLICABLES A L'APPEL A PROJETS

Le présent règlement d'appel à projets définit les règles de soumission, de sélection et de mise en œuvre des actions financées dans le cadre de l'appel à projets qui en fait l'objet.

2.1 Critères d'éligibilité

Il existe trois séries de critères d'éligibilité, qui concernent respectivement :

- (1) Les acteurs : Le **demandeur chef de file**, c'est-à-dire l'entité soumettant le formulaire de demande (2.1.1), Le cas échéant, se(s) partenaire(s) (2.1.1),
- (2) Les actions : Les actions pouvant bénéficier d'une subvention (2.1.4) ;
- (3) Les coûts : Les types de coûts pouvant être inclus dans le calcul du montant de la subvention (2.1.5).

2.1.1 Éligibilité du demandeur chef de file

Le demandeur chef de file

- (1) Pour pouvoir prétendre à une subvention, le demandeur chef de file doit satisfaire aux conditions suivantes :
 - Être une personne morale ; et
 - Être sans but lucratif ; ou ayant conscience qu'aucune marge de profit ne peut être réalisée sur le budget du projet ; et
 - Appartenir à l'une des catégories suivantes : organisation non gouvernementale, organisation de la société civile (association), acteurs de l'accompagnement privés : pôles de compétitivité, réseaux d'accompagnement associatifs ou professionnels, incubateurs, accélérateurs, groupement d'intérêt économique, entreprise privée ; et
 - Être établi³ en Tunisie et légalement créé au moment de la date de publication de l'appel à projet (inscrite au JORT ou au Registre National des Entreprises (RNE) et possédant un compte courant bancaire ou un compte postal) ; et
 - Doit justifier un minimum de deux années d'expériences ; et
 - Doit être en mesure de contribuer financièrement au projet proposé (un minimum de 10% des coûts éligibles de l'action) ; et
 - Doit démontrer un potentiel d'accès à au moins un des quatre pays prioritaires du continent africain mentionnés au point 1.2 (par exemple, en présentant des intentions de partenariats, des partenariats établis ou des activités similaires précédemment mises en œuvre) ; et
 - Doit proposer un projet qui touche la Tunisie et au moins un des quatre pays prioritaires du projet.

³L'établissement est déterminé sur base des statuts de l'organisation qui devront démontrer que l'organisation a été créée par un acte de droit interne du pays concerné et que son siège social est situé dans un pays éligible. À cet égard, toute entité juridique dont les statuts ont été créés dans un autre pays ne peut être considérée comme une organisation locale éligible, même si elle est enregistrée localement ou qu'un « protocole d'accord » a été conclu.

- Doit être directement chargé de la préparation et de la gestion de l'action avec le(s) partenaire(s) et non agir en tant qu'intermédiaire ;

Les organisations étrangères, c'est-à-dire établies hors de Tunisie, sont autorisées à participer à l'Appel à propositions dans le cadre de partenariats avec une ou plusieurs organisations locales et uniquement en position de partenaire. Les demandeurs étrangers devront démontrer que leur expérience apporte une valeur ajoutée et un appui technique au projet, que leur action (i) répond à une demande et à des besoins identifiés au niveau local, (ii) contribue au développement de connexions entre les écosystèmes sur le long terme et (iii) inclut un soutien actif aux partenaires locaux (renforcement des capacités, transfert de compétences).

- (2) Les demandeurs potentiels ne peuvent participer à des appels à propositions ni être bénéficiaires d'une subvention s'ils se trouvent dans une des situations mentionnées à l'annexe VIII du projet de contrat.

Le formulaire de demande de subvention (« déclaration du demandeur chef de file »), le demandeur chef de file doit déclarer que ni lui-même ni le(s) partenaire(s) ne se trouvent dans une de ces situations.

Le demandeur chef de file peut agir soit individuellement, soit avec un ou des partenaires conformément aux prescriptions ci-après :

Si la subvention lui est attribuée, le demandeur chef de file devient le bénéficiaire identifié dans les Conditions particulières. A ce titre, il assume la pleine responsabilité financière de la mise en œuvre de l'action dans le respect des conditions du contrat de subvention.

Le bénéficiaire est l'interlocuteur principal d'Expertise France. Il représente les éventuels autres partenaires et agit en leur nom. Il conçoit et coordonne la mise en œuvre de l'action.

Partenaire(s)

Les partenaires participent à la définition et à la mise en œuvre de l'action, et les coûts qu'ils encourent sont éligibles au même titre que ceux encourus par le demandeur chef de file.

Les partenaires doivent satisfaire aux critères d'éligibilité qui s'appliquent au demandeur chef de file lui-même.

Toutefois, en plus des catégories citées au point 2.1.1, toute entité juridique dont les statuts ont été créés dans un autre pays peut être considérée comme une organisation partenaires au chef de file.

Les partenaires doivent signer le "mandat pour le demandeur principal" du formulaire de demande de subvention.

2.1.2 Associés et contractants

Les entités suivantes ne sont ni des demandeurs ni des partenaires. Elles n'ont pas à signer le « mandat pour le bénéficiaire » :

Associés

D'autres organisations ou personnes peuvent être associées à l'action. Les associés participent effectivement à l'action, mais ne peuvent prétendre à bénéficier de la subvention, à l'exception des indemnités journalières et des frais de déplacement.

Ces associés ne doivent pas répondre aux critères d'éligibilité mentionnés au point 2.1.1, par contre ils doivent satisfaire les conditions suivantes :

- Ne doit pas être une structure / entreprise publique ;
- Avoir un engagement qui traduit son souci constant d'implication, au sein de ses activités, dans la préservation de l'environnement, le développement durable et la lutte contre les changements climatiques.

Les associés doivent être mentionnés dans la partie B, section 6, du formulaire de demande de subvention, intitulée « Associés participant à l'action ».

Les organisations basées en dehors de la Tunisie peuvent être impliquées à titre d'associés.

Contractants

Les bénéficiaires et leurs partenaires peuvent attribuer des marchés. Les associés ou partenaires ne peuvent pas être en même temps des contractants du projet. Les contractants sont soumis aux règles de passation de marchés énoncées à l'annexe IV du modèle de contrat de subvention.

Les contractants doivent satisfaire les conditions suivantes :

- Ne doit pas être une structure / entreprise publique ;
- Avoir un engagement qui traduit son souci constant d'implication, au sein de ses activités, dans la préservation de l'environnement, le développement durable et la lutte contre les changements climatiques

2.1.3 Actions éligibles : pour quelles actions une demande peut-elle être présentée ?

Définition

Une action doit être décrite comme un ensemble lisible et cohérent d'activités conçues pour répondre aux besoins spécifiques des groupes cibles et atteindre des objectifs particuliers dans un délai limité. Par conséquent, le projet suppose la mise en œuvre d'une action nouvelle, ou l'élargissement des activités d'une action en cours à d'autres sujets ou d'autres situations. Des indicateurs de performance mesurables et vérifiables devront être proposés par le demandeur.

Durée

La durée initiale prévue d'une action ne peut pas être inférieure à 12 mois ni excéder 18 mois (avec un mois de clôture)

Secteurs ou thèmes

Les secteurs ou thèmes spécifiques auxquels les actions doivent se rapporter sont décrits pour chaque objectif au point 1.2 ci-dessus.

Il est recommandé de clairement indiquer à quel(s) objectif(s) l'action se rapporte. Le projet proposé peut se rapporter à un ou plusieurs objectifs.

Priorités transversales :

Lors du processus d'évaluation, une attention particulière sera accordée aux propositions démontrant une démarche **basée sur les principes suivants** :

- **Les partenariats entre des acteurs tunisiens et des acteurs régionaux** sont encouragés pour autant qu'ils concourent directement aux objectifs décrits ci-dessus.
- **L'inclusion sociale et la promotion de l'égalité femmes / hommes et de l'autonomisation des femmes** : Le présent appel à projet cherchera à faire émerger la participation des femmes tout au long des chaînes de valeur. Les dispositifs nécessaires à la participation des femmes (sécurité physique, psychologique, transport...) devront être pris en considération dans la formulation des activités à travers une approche de « do no harm ». Une attention particulière sera accordée aux projets favorisant l'inclusion, notamment des femmes et des jeunes, et adoptant une stratégie spécifique pour favoriser l'égalité hommes-femmes.
- **L'impact économique, social et environnemental positif du projet pour la Tunisie** : par exemple, en créant des emplois décents, en générant des revenus, en stimulant la croissance économique, en renforçant les compétences locales, en adoptant des normes environnementales plus strictes, ...etc.
- **Le suivi et l'évaluation** de l'action qui sera assuré en interne, et notamment comment les progrès de mise en œuvre seront comparés au projet, indicateurs et cadre logique initiaux, et selon quelle fréquence. Il est également attendu des demandeurs de mettre en place un processus d'évaluation afin d'analyser les bonnes pratiques et les recommandations pour d'éventuelles nouvelles actions.

Dans le cadre du projet, un Plan de Gestion Environnemental et Social a été établie (Annexe H – Principes et engagements environnementaux et sociaux). Ce plan :

- Décrit les principes du projet, les mesures requises pour prévenir, minimiser, atténuer ou compenser les impacts environnementaux et sociaux négatifs ou pour accroître les impacts positifs
- Définit les critères à respecter durant son implémentation, et les engagements de l'ensemble de ses parties prenantes.

Couverture géographique

Les actions doivent être mises en œuvre en Tunisie et dans au moins un des quatre pays prioritaires du projet mentionné au point 1.2.

La portée des actions en dehors des grandes villes tunisiennes, Tunis, Sousse et Sfax, et l'ancrage territorial des bénéficiaires finaux seront aussi pris en compte dans les critères de sélection des subventionnés.

Types d'action

Les actions proposées devront s'inscrire dans les résultats identifiés par les objectifs mentionnés au point 1.2 et doivent être conforme avec les principes et engagements environnementaux et sociaux (Annexe H).

Les types d'action suivants ne sont pas éligibles :

- Actions consistant uniquement ou principalement à parrainer la participation de particuliers à des ateliers, séminaires, conférences et congrès ;

- Actions consistant uniquement ou principalement à financer des bourses individuelles d'études ou de formation ;
- Actions consistant exclusivement ou prioritairement en dépenses en capital, par ex. l'achat de terrains, de bâtiments, d'équipements et de véhicules. L'achat d'équipement doit être dûment justifié et s'intégrer dans la cohérence de l'action ;
- Actions consistant exclusivement ou prioritairement en l'achat de petits équipements ou intrants ;
- Actions soutenant financièrement et/ou politiquement des partis politiques ou groupes religieux ;
- Actions incluant des aspects de prosélytisme religieux et politique ;
- Actions incluant des aspects de discrimination

Types d'activité

Les activités pouvant bénéficier d'un financement dans le cadre du présent appel à projets devront contribuer aux priorités définies au point 1.2.

La liste suivante est à titre indicatif (liste non-exhaustive) :

- Création, développement, mise en œuvre de programmes d'accompagnement pour les startups et entreprises tunisiennes (primo-exportateurs et exportateurs confirmés) ;
- Appui à l'élaboration des stratégies d'internationalisation des entreprises, de montée en compétence et/ou de renforcement des capacités liée à la stratégie d'internationalisation de l'entreprise ;
- Formation, échange de bonnes pratiques et renforcement des capacités ;
- Communication et plaidoyer à l'échelle locale, nationale et internationale ;
- Sensibilisation et diffusion de la culture de l'internationalisation ;
- Organisation de conférences, séminaires, concours entrepreneuriaux, hackatons etc. Ces activités ne peuvent être financées que si elles font parties d'une série d'actions élargies dans le cadre de la mise en œuvre du projet ;
- Développement de partenariats techniques et économiques, création de réseaux ;
- Actions visant à favoriser le financement de l'internationalisation et le développement de l'investissement tunisien à l'étranger ;
- Création de mécanismes de concertation et coopération entre acteurs de la société civile et acteurs étatiques ;
- Soutien aux initiatives économiques locales ;
- Etc.

Les types d'activités suivants ne sont pas éligibles :

L'objectif de cette liste d'exclusion, non exhaustive, est d'indiquer clairement les types d'activités que le projet se refuse à financer et/ou accompagner et ce pour des considérations environnementales ou sociales, d'ordre éthique, réglementaire ou découlant de la traduction des exigences normatives ou de choix stratégiques.

A. Activités nuisibles à l'environnement et à la santé humaine

- i. Toute activité nuisible à la biodiversité, que ce soit au niveau de la préservation des espèces ou celle de leurs habitats.
- ii. Toute activité dans des sites naturels et mixtes inscrits sur la liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO et espaces légalement protégés,
- iii. Commerce, production, élevage d'animaux et de végétaux ne respectant pas les dispositions de la CITES, Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.
- iv. Commerce, production de matériaux dangereux et de tous produits interdits de production ou d'utilisation ou soumis à interdiction progressive dans les réglementations du pays de destination ou internationale.
- v. Commerce transfrontalier de déchets exceptés ceux qui sont conformes à la convention de Bâle.
- vi. Production et commerce de sèmeuses génétiquement modifiées.

B. Activités aggravant les émissions de gaz à effet de serre

- i. Projets dédiés à la production d'électricité à partir d'énergie fossile

C. Activités non respectueuses des droits de l'homme

- i. Tout projet qui va à l'encontre des droits humains et qui s'inscrit dans des logiques contradictoires avec les principes directeurs des Nations Unies et aux droits de l'homme.
- ii. Toute activité impliquant le recours au travail forcé, au travail d'enfants et à la traite des êtres humains.
- iii. Activités illicites sur des organes humains ou prohibés par des normes bioéthiques de dimension internationale.

D. Activités controversées

- i. Production ou commerce liés à la pornographie, la prostitution, aux armes et munitions, au tabac, à l'alcool et aux jeux.
- ii. Commerce illicite de biens culturels.
- iii. Activités de production ou commerce de tout produit illicite ainsi que toute activité illégale au regard des réglementations nationales ou internationales applicables dans le pays de destination.

Soutien financier à des tiers⁴

Les demandeurs peuvent proposer de soutenir des tiers financièrement pour contribuer à réaliser les objectifs de l'action.

Le soutien financier à des tiers ne peut pas être l'objectif principal de l'action et ne peut excéder 25% du montant total des coûts éligibles de l'action et en aucun cas 40 000 EUR des coûts éligibles de l'action. Le montant maximum alloué par tiers est de 10 000 EUR.

Conformément aux conditions établies par le présent Règlement, le demandeur chef de file souhaitant redistribuer la subvention, doit indiquer dans le formulaire de demande de subvention :

- (i) Les objectifs et résultats à atteindre avec ce soutien financier,
- (ii) Une liste exhaustive des types d'activités éligibles au soutien financier,
- (iii) Les catégories de personnes éligibles au soutien financier,

⁴ Ces tiers n'étant ni des partenaires, ni des associés ni des contractants.

REGLEMENT D'APPEL A PROJETS

- (iv) Les critères pour les sélectionner et leur attribuer le soutien financier,
- (v) Les critères pour déterminer le montant exact du support financier pour chaque tiers, et,
- (vi) Le montant maximum pouvant être redistribué.

En tout état de cause ces conditions sont obligatoires. Elles doivent être clairement définies dans le contrat de subvention afin d'éviter que ce soutien financier soit attribué de façon discrétionnaire.

Les catégories d'organisations éligibles au soutien financier à des tiers sont des entreprises tunisiennes (PME exportatrices confirmées, primo-exportatrices, et startups).

Un même tiers ne pourra pas bénéficier de plus d'une subvention.

Les demandeurs doivent

- Soit être en capacité de réaliser les vérifications nécessaires relatives à la lutte anti blanchement et financement du terrorisme (LAB-FT) auprès des tiers soutenus financièrement,
- Soit s'engager à faire cette demande auprès d'Expertise France avant contractualisation avec le tiers.

Aussi, les activités mises en œuvre par les organisations éligibles au soutien financier à des tiers devront également se conformer aux principes et engagements environnementaux et sociaux (Annexe H).

Tout profit généré par ce soutien financier devra être réinvesti dans des activités contribuant à réaliser les objectifs de l'action.

Visibilité

Les demandeurs doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la visibilité du financement par Expertise France et l'AFD. Les actions financées entièrement ou partiellement par Expertise France et doivent autant que possible comprendre des activités d'information et de communication visant à sensibiliser tout ou partie du public aux motifs de l'action, au motif de l'aide fournie par Expertise France dans le pays ou la région concernée, ainsi qu'aux résultats et impact de cette aide.

Les demandeurs doivent se conformer aux objectifs et priorités et garantir la visibilité du financement d'Expertise France.

Nombre de demandes et de subventions par demandeur

Le demandeur chef de file :

- Ne peut pas soumettre plus d'une demande dans le cadre du présent appel à projets.
- Ne peut pas se voir attribuer plus d'une subvention au titre du présent appel à projets.
- Ne peut pas être en même temps un partenaire dans une autre demande.

Un partenaire :

- Ne peut pas être un partenaire dans plus d'une demande dans le cadre du présent appel à projets.
- Ne peut pas se voir attribuer plus d'une subvention au titre du présent appel à projets.

2.1.4 Éligibilité des coûts : quels coûts peuvent être inclus ?

Seuls les « coûts éligibles » peuvent être couverts par une subvention. Les types de coûts éligibles et inéligibles sont indiqués ci-dessous. Le budget constitue à la fois une estimation des coûts et un plafond global des « coûts éligibles ».

Les recommandations d'attribuer une subvention sont toujours subordonnées à la condition que les vérifications précédant la signature du contrat de subvention ne révèlent pas de problèmes nécessitant des modifications du budget (par exemple, les erreurs arithmétiques, les inexactitudes, les coûts irréalistes et les coûts non éligibles). Cette procédure de vérification peut donner lieu à des demandes de clarification et conduire Expertise France à imposer des modifications ou des réductions afin de corriger ces erreurs ou inexactitudes. Ces corrections ne peuvent entraîner une augmentation de la subvention ou du pourcentage du cofinancement d'Expertise France.

En conséquence, il est dans l'intérêt des demandeurs de fournir un **budget réaliste et d'un rapport coût-efficacité convenable**.

Coûts directs éligibles

Pour être éligibles aux fins du présent appel à projets, les coûts doivent respecter les conditions prévues à l'article 14 des conditions générales du modèle de contrat de subvention.

Réserve pour imprévus

Le budget ne peut pas inclure une réserve pour imprévus.

Coûts indirects éligibles

Les coûts indirects supportés pendant la mise en œuvre de l'action peuvent être éligibles pour un financement forfaitaire, mais le montant total ne peut excéder 5 % du total estimé des coûts directs éligibles. Les coûts indirects sont éligibles pour autant qu'ils n'incluent pas de coûts portés en compte sur une autre rubrique du budget dans le modèle de contrat de subvention.

Le demandeur chef de file peut être invité à justifier le pourcentage demandé avant la signature du contrat de subvention. Cependant, une fois le taux forfaitaire fixé dans les conditions particulières du contrat de subvention, aucune pièce justificative ne devra être fournie par le bénéficiaire.

Si un des demandeurs ou un des partenaires bénéficie d'une subvention de fonctionnement financée par Expertise France ou par l'AFD, il/elle ne peut inscrire des coûts indirects sur les coûts qu'il/elle supporte au budget proposé pour l'action.

Coûts inéligibles

Les coûts suivants ne sont pas éligibles :

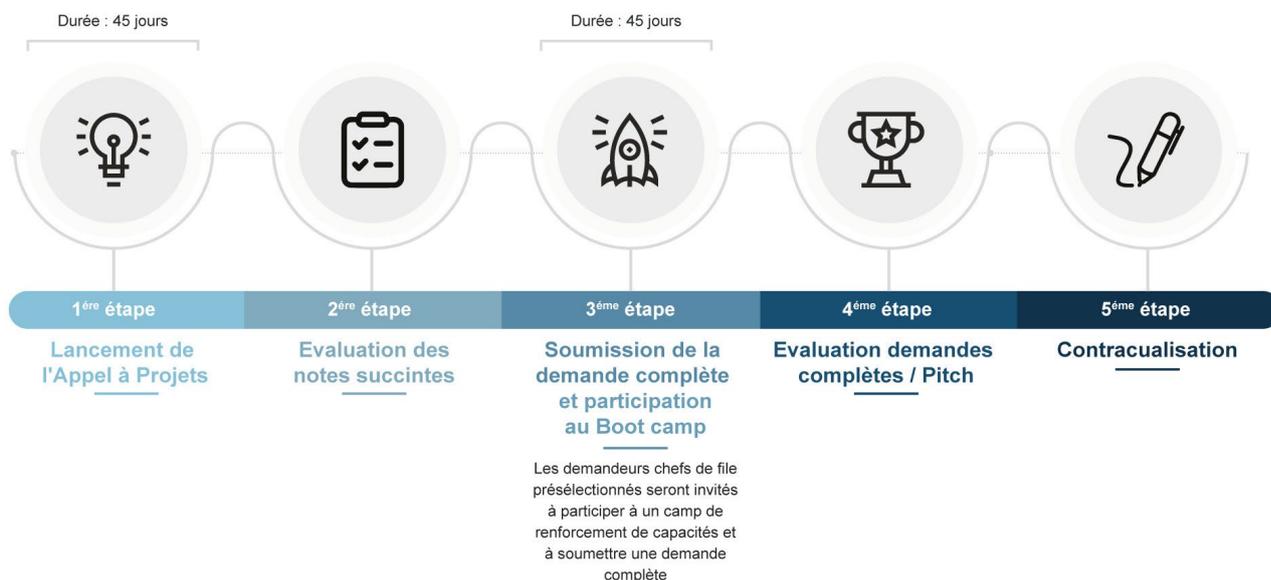
- Les dettes et la charge de la dette (intérêts) ;
- Les provisions pour pertes ou dettes futures éventuelles ;
- Les coûts déclarés par le bénéficiaire et financés par une autre action ou un autre programme de travail bénéficiant d'une subvention d'Expertise France ou de l'AFD ;

REGLEMENT D'APPEL A PROJETS

- Les achats de terrains ou d'immeubles, sauf si ces achats sont indispensables à la mise en œuvre directe de l'action, auquel cas leur propriété doit être transférée conformément à l'article 7.5 des conditions générales du modèle de contrat de subvention, au plus tard à l'issue de l'action ;
- Les pertes de change ;
- Les crédits à des tiers
- Les taxes et TVA

2.2 Présentation de la demande et procédures à suivre

Le processus de soumission et d'évaluation des propositions se déroulera selon les étapes suivantes :



2.2.1 Contenu de la note succincte de présentation

Les demandes doivent être soumises conformément aux instructions relatives à la note succincte de présentation figurant dans le formulaire de demande de subvention annexé au présent Règlement (annexe A).

Les demandeurs doivent soumettre leur demande en français.

Veillez noter ce qui suit :

- Dans la note succincte de présentation, les demandeurs chefs de file ne doivent fournir qu'une estimation de la subvention demandée ainsi qu'un pourcentage indicatif de cette contribution par rapport aux coûts éligibles de l'action. Un budget détaillé ne doit être présenté que par les demandeurs chefs de file invités à soumettre une demande complète dans la seconde phase.
- Les éléments définis dans la note succincte de présentation ne peuvent pas être modifiés dans la demande complète. La contribution d'Expertise France ne pourra pas varier de plus de 20 % par rapport à l'estimation initiale. Les demandeurs chefs de file sont libres d'adapter le pourcentage de cofinancement requis en respectant les montants minimaux et maximaux ainsi que les pourcentages de cofinancement indiqués au point 1.3 du présent Règlement. Le demandeur chef de file ne peut remplacer un partenaire que dans des cas dûment justifiés (par ex. faillite du partenaire initial). Dans ce cas, le nouveau partenaire doit être de nature similaire au partenaire initial. Le demandeur chef de file peut adapter la durée de l'action si des circonstances imprévues ne relevant pas du champ d'application des demandeurs se sont produites après la soumission de la note de présentation et exigent une telle adaptation (risque de non-exécution de l'action). Dans ces cas, la durée doit rester dans les limites prévues dans le Règlement à l'intention des demandeurs. Une explication/justification du remplacement/de l'ajustement concerné sera fournie dans une lettre ou un courriel d'accompagnement.

Les contributions propres des demandeurs peuvent être remplacées à tout moment par des contributions d'autres donateurs.

- Seule la note succincte de présentation sera évaluée. Il est par conséquent très important que ce document contienne TOUTES les informations pertinentes concernant l'action. Aucune annexe supplémentaire ne doit être envoyée.

Toute erreur ou incohérence majeure relative aux instructions concernant la note succincte de présentation peut aboutir au rejet de cette dernière.

Expertise France se réserve le droit de demander des éclaircissements lorsque les informations fournies ne lui permettent pas de réaliser une évaluation objective.

Les notes succinctes de présentation manuscrites ne seront pas acceptées.

- La note succincte de présentation devra également comprendre l'ensemble des informations et documents nécessaires à l'évaluation de l'éligibilité des demandeurs tels que demandé dans le formulaire de demande (Annexe A).

2.2.2 Où et comment envoyer la note succincte de présentation ?

Soumission en ligne :

La note succincte de présentation et la déclaration du demandeur chef de file (**Annexe A - 1ère et 2ème parties** du formulaire de demande de subvention) doivent être soumises par voie dématérialisée à l'adresse URL suivante : <https://www.qawafel.tn/>

Les demandeurs chefs de file doivent s'assurer que leur note succincte de présentation est complète en utilisant la liste de contrôle (Annexe A, 2ème partie du formulaire de demande de subvention).

Les notes succinctes de présentation incomplètes peuvent être rejetées.

2.2.3 Date limite de soumission de la note succincte de présentation

La date et l'heure limites de soumission des notes succinctes de présentation sont indiquées en page de garde du présent Règlement telle que prouvé :

- Par la date de l'accusé de réception du pli électronique

Toute note succincte de présentation soumise après la date limite sera rejetée.

2.2.4 Autres renseignements sur la note succincte de présentation

Une session d'information relative au présent appel à projets sera organisée le jeudi 11 janvier 2023 à partir de 10h00 à The Dot⁵, les Berges du Lac, Tunis

Les demandeurs peuvent transmettre leurs questions par voie électronique, au plus tard 10 jours avant la date limite de soumission des notes succinctes de présentation, à l'/aux adresse(s) figurant ci-après, en indiquant clairement la référence de l'appel à projets :

Adresse de transmission des questions: qawafel@expertisefrance.fr

⁵ La session d'information aura lieu à The Dot, Rue Lac Malaren, 1053, Les Berges du Lac – sous réserve de confirmation.

Expertise France n'a pas l'obligation de fournir des éclaircissements sur des questions reçues après cette date.

Il y sera répondu au plus tard 5 jours avant la date limite de soumission des notes succinctes de présentation.

Afin de garantir l'égalité de traitement des demandeurs, Expertise France ne peut pas donner d'avis préalable sur l'éligibilité des demandeurs chefs de file, des partenaires, d'une action ou d'activités spécifiques.

Aucune réponse individuelle ne sera donnée aux questions posées. Toutes les questions et leurs réponses ainsi que d'autres informations importantes communiquées aux demandeurs au cours de la procédure d'évaluation seront publiées en temps utile et partagées à l'ensemble des candidats. Il est par conséquent recommandé de consulter régulièrement le site internet dont l'adresse figure ci-dessus afin d'être informé des questions et réponses publiées.

2.2.5 Demandes complètes

Les demandeurs chefs de file invités à soumettre une demande complète à la suite de la présélection de leurs notes succinctes de présentation doivent le faire à l'aide de la 3^{ème} partie du formulaire de demande de subvention annexé au présent Règlement (annexe A). Les demandeurs chefs de file doivent respecter scrupuleusement le format du formulaire de demande de subvention et compléter les paragraphes et les pages dans l'ordre.

Les éléments énoncés dans la note succincte de présentation ne peuvent pas être modifiés par le demandeur chef de file dans la demande complète. La contribution d'Expertise France ne peut s'écarter de plus de 20 % par rapport à l'estimation initiale, même si les demandeurs chefs de file sont libres d'adapter le pourcentage de cofinancement requis pour autant que les montants minimaux et maximaux ainsi que les pourcentages du cofinancement, tels qu'indiqués dans la section 1.3 du présent Règlement, soient respectés.

Le demandeur chef de file ne peut remplacer un partenaire que dans des cas dûment justifiés (ex. faillite du partenaire initial). Dans ce cas, le nouveau partenaire doit être de nature similaire au partenaire initial.

Le demandeur chef de file peut adapter la durée de l'action si des circonstances imprévues ne relevant pas du champ d'application des demandeurs se sont produites après la soumission de la note succincte de présentation et exigent une telle adaptation (risque de non-exécution de l'action). Dans ces cas, la durée doit rester dans les limites prévues dans le Règlement à l'intention des demandeurs. Une explication/justification du remplacement/de l'ajustement concerné sera fournie dans une lettre ou un courriel d'accompagnement.

Les demandeurs chefs de file doivent soumettre leurs demandes complètes dans la même langue que celle de leur note succincte de présentation.

Les demandeurs chefs de file doivent remplir le formulaire complet de demande aussi soigneusement et clairement que possible afin de faciliter son évaluation.

Toute erreur relative aux points mentionnés dans la 3^{ème} partie du formulaire de demande de subvention Annexe A ou incohérence majeure dans la demande complète (incohérence des montants repris dans les feuilles de calcul du budget, par exemple) peut conduire au rejet immédiat de la demande.

Des éclaircissements ne seront demandés que lorsque les informations fournies ne sont pas claires et empêchent donc Expertise France de réaliser une évaluation objective.

Les demandes manuscrites ne seront pas acceptées.

Il est à noter que seuls le formulaire complet de demande et les annexes publiées qui doivent être complétées (budget, cadre logique) seront transmis aux évaluateurs (et, le cas échéant, aux assesseurs). Il est par conséquent très important que ces documents contiennent TOUTES les informations pertinentes concernant l'action. **Aucune annexe supplémentaire ne doit être envoyée.**

2.2.6 Où et comment envoyer les demandes complètes ?

Soumission en ligne :

La demande complète du demandeur chef de file (**Annexe A - 3ème partie** du formulaire de demande de subvention) doit être soumise [par voie dématérialisée à l'adresse URL suivante : <https://www.gawafel.tn/>]

Les demandeurs doivent s'assurer que leur demande est complète en utilisant conformément au formulaire de demande de subvention (Annexe A - 3ème partie). Les demandes incomplètes peuvent être rejetées.

2.2.7 Date limite de soumission des demandes complètes

La date limite de soumission des demandes complètes sera communiquée dans la lettre envoyée aux demandeurs chefs de file dont la demande a été présélectionnée.

2.2.8 Autres renseignements sur les demandes complètes

Les demandeurs peuvent envoyer leurs questions par courrier électronique, au plus tard 10 jours avant la date limite de soumission des demandes complètes, à la/l'une des adresse(s) figurant ci-après, en indiquant clairement la référence de l'appel à projets :

Adresse de courrier électronique: gawafel@expertisefrance.fr

Expertise France n'a pas l'obligation de fournir des éclaircissements au sujet des questions reçues après cette date.

Il y sera répondu au plus tard 5 jours avant la date limite de soumission des demandes complètes.

Afin de garantir l'égalité de traitement des demandeurs, Expertise France ne peut pas donner d'avis préalable sur l'éligibilité des demandeurs chefs de file, des partenaires ou d'une action.

Aucune réponse individuelle ne sera donnée aux questions posées. Toutes les questions et leurs réponses ainsi que d'autres informations importantes communiquées aux demandeurs au cours de la procédure d'évaluation seront publiées en temps utile et partagés à l'ensemble des candidats. Il est par conséquent recommandé de consulter régulièrement le site internet dont l'adresse figure ci-dessus afin d'être informé des questions et réponses publiées.

2.3 Évaluation et sélection des demandes

Les demandes seront examinées et évaluées par Expertise France avec l'aide, le cas échéant, d'assesseurs externes. Toutes les demandes seront évaluées selon les étapes et critères décrits ci-après.

Si l'examen de la demande révèle que l'action proposée ne remplit pas les critères d'éligibilité décrits au point 2.1.4, la demande sera rejetée sur cette seule base.

1^{ère} ÉTAPE : OUVERTURE, VÉRIFICATION ADMINISTRATIVE ET VÉRIFICATION DE L'ÉLIGIBILITÉ DES DEMANDEURS ET DE(S) PARTENAIRE(S)

Ouverture et vérification administrative

Au stade de l'ouverture et de la vérification administrative, les éléments suivants seront examinés :

- Respect de la date et l'heure limites. À défaut, la demande sera automatiquement rejetée.
- Respect, par la note succincte de présentation (Annexe A) de tous les critères spécifiés du formulaire de demande de subvention. Cet examen inclut aussi une appréciation de l'éligibilité de l'action. Si une des informations demandées fait défaut ou est incorrecte, la demande peut être rejetée sur cette seule base et ne pas être évaluée.

Vérification de l'éligibilité

La vérification de l'éligibilité sera effectuée sur la base des pièces justificatives demandées par Expertise France (voir point 2.4).

- La conformité entre la déclaration du demandeur chef de file (du formulaire de demande de subvention) et les pièces justificatives fournies par ce dernier sera vérifiée. Toute pièce justificative manquante ou toute incohérence entre la déclaration du demandeur chef de file et les pièces justificatives pourra conduire sur cette seule base au rejet de la demande.
- L'éligibilité des demandeurs et des partenaires sera vérifiée sur la base des critères établis aux points 2.1.1, 2.1.2 et 2.1.3.

Pièces justificatives à soumettre lors de la phase note succincte

Autres que les documents à compléter mentionnés dans le point 3 du présent règlement, le demandeur chef de file lui est demandé de fournir les documents suivants de manière à permettre à Expertise France de vérifier son éligibilité et, s'il y a lieu, celle du ou des partenaire(s) :

1. Un extrait du registre national des entreprises (RNE) récent ;
2. Un extrait du journal officiel de la république Tunisienne

Toute demande rejetée sera remplacée par la première demande la mieux placée sur la liste de réserve qui se trouve dans les limites du budget prévu pour le présent appel à projets.

2^{ème} ÉTAPE : ÉVALUATION DES NOTES SUCCINCTES DE PRÉSENTATION

Les notes succinctes de présentation satisfaisant à ce contrôle seront évaluées au regard de la pertinence et de la conception de l'action proposée.

REGLEMENT D'APPEL A PROJETS

Les notes succinctes de présentation se verront attribuer une note globale sur **50** suivant la ventilation figurant dans la grille d'évaluation ci-après. L'évaluation permettra aussi de vérifier la conformité avec les instructions relatives à la manière de remplir la note succincte de présentation, qui figurent au formulaire de demande de subvention.

Les critères d'évaluation sont divisés par rubriques et sous-rubriques. Chaque sous-rubrique est notée entre 1 et 5 comme suit : 1 = très insuffisant, 2 = insuffisant, 3 = moyen, 4 = bon, 5 = très bon.

1. Pertinence de l'action	<i>Sous notes</i>	25
1.1 Dans quelle mesure la proposition est-elle pertinente par rapport aux objectifs et priorités de l'appel à projets ? Quel(s) objectif(s) spécifique(s) le projet vise-t-il ?	5 pts ^{***}	
1.2 Dans quelle mesure les parties concernées (bénéficiaires finaux, groupes cibles) sont-elles clairement définies et choisies de manière stratégique ? Leurs besoins ont-ils été clairement définis et sont-ils convenablement abordés dans la proposition ?	5 pts	
1.3 La proposition contient-elle des éléments spécifiques apportant une valeur ajoutée , tels les éléments mentionnés au point 2.1.3 du présent règlement de l'appel à projet (priorités transversales) ?	5 pts	
2. Conception de l'action	<i>Sous notes</i>	20
2.1 Dans quelle mesure la conception générale de l'action est-elle cohérente ? En particulier, reflète-t-elle <u>l'analyse des problèmes</u> , tient-elle compte des facteurs externes ainsi que des parties prenantes concernées ? Les acteurs impliqués sont-ils pertinents par rapport aux objectifs et résultats attendus ?	5 pts ^{**}	
2.2 Les activités proposées sont-elles appropriées, concrètes et cohérentes avec les objectifs et résultats escomptés ? Dans quelle mesure l'action peut démontrer un potentiel d'accès aux quatre pays prioritaires du projet ?	5 pts ^{**}	
3. Rapport coût / efficacité de l'action	<i>Sous notes</i>	5
3.1 Le budget indicatif proposé est-il réaliste par rapport aux activités et aux modalités de mise en œuvres prévues ?	5 pts	
SCORE TOTAL		50

* Ces scores sont multipliés par le nombre d'étoiles en raison de leur importance.

Une fois toutes les notes succinctes de présentation évaluées, une liste sera établie, classant les actions proposées selon leur score total.

→ En premier lieu, seules les notes succinctes de présentation ayant atteint un score total d'au moins 30 points seront pris en compte pour la présélection.

- En second lieu, le nombre de notes succinctes de présentation sera réduit en tenant compte de leur rang dans la liste, du nombre de notes succinctes de présentation dont le montant cumulé total des contributions demandées est égal à 200% du budget disponible pour le présent appel à projets. Le montant des contributions demandées de chaque note succincte de présentation sera basé sur les enveloppes financières indicatives prévues.

Après l'évaluation des notes succinctes de présentation, Expertise France enverra une lettre à tous les demandeurs, spécifiant si leur demande a été soumise avant la date limite, les informant du numéro de référence qui leur a été attribué et si leur note succincte de présentation a été évaluée ainsi que les résultats de cette évaluation.

3^{ème} ÉTAPE : SOUMISSION DES DEMANDES COMPLETES ET PARTICIPATION A UNE FORMATION COLLECTIVE

Suite à l'évaluation des notes succinctes, les demandeurs sélectionnés seront invités à participer à une formation en format « boot camp » entre le 05 et 07 mars 2024 (camp d'entraînement et de renforcement de capacité) et ce dont l'objectif de les doter des compétences nécessaires pour formuler des propositions de projet efficaces, bien structurées et convaincantes.

La participation entière et de façon active à cette formation sera obligatoire.

Le boot camp, en tant que programme de renforcement de capacités, n'a pas pour objectif d'entamer des négociations avec les candidats en vue de modifier ou renforcer leurs propositions initiales, élaborées lors de la phase des notes succinctes.

Après leur participation à la formation, les demandeurs sélectionnés seront invités à soumettre leur demande complète composée des éléments suivants :

- Une description de l'action détaillée ;
- Un budget détaillé ;
- Un cadre logique ;
- Un chronogramme.

Le format et le modèle de soumission des demandes complètes seront partagés et expliqués aux demandeurs sélectionnés pendant le camp d'entraînement et de renforcement de capacité.

4^{ème} ÉTAPE : ÉVALUATION DES DEMANDES COMPLÈTES

Vérification administrative

En premier lieu, il convient d'évaluer les points suivants :

- Respect de la date limite de soumission. À défaut, la demande sera automatiquement rejetée.
- Respect, par la demande complète, de tous les critères spécifiés dans le présent règlement dans le formulaire de demande. Cet examen inclut aussi une appréciation de l'éligibilité de l'action. Si une des informations demandées est manquante ou incomplète, la demande peut être rejetée sur cette **seule** base et elle ne sera pas évaluée.
- La participation active du demandeur à l'intégralité de la formation collective (boot camp).

Evaluation

Les demandes complètes satisfaisant à ce contrôle seront ensuite évaluées au regard de leur qualité, y compris du budget proposé et de la capacité des demandeurs et de(s) partenaire(s), sur la base des critères d'évaluation de la grille d'évaluation reproduite ci-après. Les critères d'évaluation se décomposent en critères de sélection et critères d'attribution.

Les **critères de sélection** aident à évaluer la capacité opérationnelle des demandeur(s) et des partenaire(s) et servent à vérifier que ceux-ci disposent de la capacité de gestion et des compétences et qualifications professionnelles requises pour mener à bien l'action proposée. Ceci s'applique aux demandeurs chef de file et se fonde sur l'analyse des informations fournies dans le cadre de l'annexe E.

Les **critères d'attribution** aident à évaluer la qualité des demandes au regard des objectifs et priorités fixés dans le Règlement, et à octroyer les subventions aux projets qui maximisent l'efficacité globale de l'appel à projets. Ils aident à sélectionner les demandes qui assurent à Expertise France le respect de ses objectifs et priorités. Ils concernent la pertinence de l'action et sa cohérence avec les objectifs de l'appel à projets, la qualité, l'effet escompté, la durabilité de l'action ainsi que son efficacité par rapport aux coûts.

Notation :

Les critères d'évaluation se subdivisent en rubriques et sous-rubriques. Chaque sous-rubrique est notée entre 1 et 5, comme suit : 1 = très insuffisant, 2 = insuffisant, 3 = moyen, 4 = bon, 5 = très bon.

Grille d'évaluation :

Rubrique	Note maximum
1. Pertinence de l'action	25 pts
<i>Report du score obtenu lors de l'évaluation de la note succincte de présentation</i>	
1. Efficacité et faisabilité de l'action	30 pts
2.1 Les activités proposées sont-elles appropriées, concrètes et cohérentes avec les objectifs et résultats escomptés ? Dans quelle mesure l'action peut démontrer un potentiel d'accès à au moins un des quatre pays prioritaires du projet (mentionné au point 1.2) ?	15 pts
2.2 Le plan d'action est-il clair et faisable ?	5 pts
2.3 La proposition contient-elle des indicateurs objectivement vérifiables pour évaluer les résultats de l'action ? Une évaluation est-elle prévue?	5 pts
2.4 Le niveau d'implication et de participation à l'action du/des demandeur(s) et partenaire(s) est-il satisfaisant ? Les acteurs impliqués sont-ils pertinents par rapport aux objectifs et résultats attendus ?	5 pts

<i>Si le demandeur chef de file fait une demande sans partenaires, la note pour le point 2.4 sera de 5 sauf si la participation de partenaires est obligatoire conformément au présent Règlement à l'intention des demandeurs.</i>	
2. Durabilité de l'action	20 pts
3.1 L'action est-elle susceptible d'avoir un impact tangible sur les groupes cibles ?	10 pts
3.2 La proposition est-elle susceptible d'avoir des effets multiplicateurs ? (notamment probabilité de reproduction, d'extension et de partage d'informations).	5 pts
3.3 Les résultats attendus de l'action proposée sont-ils durables ? - d'un point de vue financier (<i>comment seront financées les activités au terme du financement ?</i>) - d'un point de vue institutionnel (<i>existera-t-il des structures permettant la poursuite des activités à la fin de l'action ? Y aurait-il une « appropriation » locale des résultats de l'action ?</i>) - au niveau politique (le cas échéant) (<i>quel sera l'impact structurel de l'action – par exemple, va-t-elle déboucher sur de meilleurs lois, codes de conduite, méthodes, etc. ?</i>) - d'un point de vue environnemental (le cas échéant) (<i>l'action aura-t-elle un impact positif/négatif sur l'environnement?</i>)	5 pts
3. Budget et rapport coût-efficacité de l'action	10 pts
4.1 Les activités sont-elles convenablement reflétées dans le budget?	5 pts
4.2 Le ratio entre les coûts estimés et les résultats escomptés est-il satisfaisant?	5 pts
4. Priorités transversales	8 pts
4.1 Dans quelle mesure la proposition envisage-t-elle des collaborations entre les acteurs tunisiens et les acteurs régionaux et internationaux ?	2 pts
4.2 Le demandeur dispose-t-il d'une politique sociale qui favorise le travail décent, la lutte contre toute forme de discrimination y compris l'inégalité de genre ou un engagement qui traduit cette politique ? À quel point la proposition favorise-t-elle l'égalité du genre ?	2 pts
4.3 Le demandeur dispose-t-il d'éléments politiques de protection de l'environnement, de développement durable et de lutte contre les changements climatiques au niveau de sa vision et sa stratégie de développement ? Ou un engagement qui traduit son souci constant d'implication, au sein de ses activités, dans la préservation de l'environnement, le développement durable et la lutte contre les changements climatiques.	2 pts
4.4 La proposition met-elle en place un processus d'évaluation afin d'analyser les bonnes pratiques et les recommandations pour d'éventuelles nouvelles actions ?	2 pts

5. Capacité financière et opérationnelle des demandeurs	7 pts
6.1 Le demandeur possède-t-il une expérience et capacité opérationnelle suffisante en <u>gestion de projets</u> et est en mesure de mobiliser au moins un.e gestionnaire de projet	3.5 pts
6.2 Le demandeur possède-t-il une capacité de gestion financière adéquate et est en mesure de mobiliser au moins un.e gestionnaire financier et administratif	3.5 pts
6.3 Le demandeur est en mesure de mobiliser un ou une référent.e impact pour suivre les indicateurs du projet et sa conformité avec le plan d'Engagement Environnemental et Social	2 pts <i>Bonus</i>
Score total maximum	100 pts

Session de présentation et de questions/réponses

Après l'évaluation, un tableau sera établi, reprenant l'ensemble des demandes classées d'après leur score. Les demandes ayant obtenu le meilleur score seront provisoirement sélectionnées.

Seules les demandes dont le montant cumulé total des contributions demandées est égal à minimum 150 % du budget disponible pour le présent appel à propositions seront présélectionnées.

Les candidats retenus seront alors invités à participer à une session individuelle de présentation et de questions/réponses devant un panel de jury le mardi 30 avril 2024.

Le panel de jury peut être composés du point focal du MEP, des membres de l'équipe du projet Qawafel, des évaluateurs externes, de l'AFD et des membres du comité de pilotage.

Chaque candidat disposera de 20 minutes lors de sa session individuelle pour convaincre le jury de la pertinence de son projet et répondre aux questions éventuelles sur les actions proposées.

Une invitation détaillant le déroulement de la session sera envoyée par email une semaine avant la date prévue aux candidats présélectionnés.

Chaque membre du jury accordera une note sur 50, puis la moyenne sera calculée et viendra compléter celle de l'évaluation des demandes complètes.

La note finale de l'évaluation du dossier de candidature correspondra à l'addition de la note /100 (évaluation technique) et celle de la note /50 (jury), pour un total de 150 points, ramenés ensuite sur 100.

Niveau de maîtrise et de capacité opérationnelle du demandeur	/15 points
Niveau de concordance du projet présenté avec les objectifs du projet	/20 points
Capacité du candidat à mettre en œuvre l'action	/15 points
TOTAL	/50 points

Sélection provisoire

Les demandes ayant obtenu le meilleur score final seront provisoirement sélectionnées jusqu'à l'épuisement du budget prévu pour le présent appel à propositions. Expertise France se réserve toutefois la possibilité de ne pas attribuer tous les fonds disponibles.

Une liste de réserve sera en outre établie suivant les mêmes critères. Cette liste sera utilisée si davantage de fonds deviennent disponibles pendant sa période de validité.

2.4 Soumission des pièces justificatives pour les demandes provisoirement sélectionnées

Un demandeur chef de file dont la demande a été provisoirement sélectionnée ou inscrite sur la liste de réserve sera informé par écrit par Expertise France. Il lui sera demandé de fournir les documents suivants de manière à permettre à Expertise France de vérifier son éligibilité et, s'il y a lieu, celle du ou des partenaire(s) ⁶:

1. Une copie des états financiers les plus récents du demandeur chef de file (compte de résultat et bilan du dernier exercice clos)⁷. Les éventuels partenaires ne sont pas tenus de remettre la copie de leurs états financiers ;
2. La fiche d'identification financière (voir annexe D du présent Règlement) dûment complétée et signée par chacun des demandeurs (c'est-à-dire du demandeur chef de file et de ses éventuels partenaires), accompagnée des documents justificatifs demandés ;
3. Une fiche de description des capacités du demandeur chef de file (pas des partenaires) conforme au modèle joint en annexe E du présent Règlement ;
4. Les quittances des deux années précédant la demande de subvention du paiement des impôts du demandeur chef de file et des éventuels partenaires ;
5. Le dernier rapport du commissaire aux comptes (au minimum le rapport de 2022).
6. Au moins, une intention ou une convention de partenariat avec un organisme / une structure dans un des quatre pays prioritaires du projet
7. Les CV du / de la gestionnaire de projet, du / de la gestionnaire financier et administratif et du / de la référent impact si existant
8. Un document descriptif (vision, stratégie de développement ou autre) qui énonce les éléments politiques de protection de l'environnement, de développement durable et de lutte contre les changements climatiques du demandeur. En l'absence de tels éléments, un engagement qui traduit son souci constant d'implication, au sein de ses activités, dans la préservation de l'environnement, le développement durable et la lutte contre les changements climatiques.

⁶Aucune pièce justificative ne sera requise pour des demandes de subvention ne dépassant pas 40 000 EUR.

⁷Cette obligation ne s'applique pas aux personnes physiques ayant reçu une bourse ou ayant le plus grand besoin d'une aide directe, ni aux entités publiques ni aux organisations internationales. Cela ne s'applique pas non plus lorsque les comptes sont en pratique les mêmes documents que le rapport d'audit externe déjà fourni en vertu du point 2.4.2.

9. Un document / une politique sociale qui favorise le travail décent, la lutte contre toute forme de discrimination y compris l'inégalité de genre. En l'absence du document, le demandeur fournit un engagement

Les documents doivent être fournis sous la forme d'originaux, de photocopies ou de versions scannées (montrant les cachets légaux, signatures et dates) de ces originaux.

Lorsque de tels documents ne sont pas rédigés en français, une traduction en français des parties pertinentes du document prouvant l'éligibilité du demandeur chef de file et, s'il y a lieu, des partenaires doit être jointe pour l'analyse de la demande.

Lorsque ces documents sont rédigés dans une langue autre que le français, il est **fortement** recommandé, de manière à faciliter l'évaluation, de fournir une traduction en français des parties pertinentes des documents prouvant l'éligibilité du demandeur chef de file et, s'il y a lieu, des partenaires.

Si les pièces justificatives mentionnées ci-dessus ne sont pas fournies avant la date limite fixée dans la demande de soumission des pièces justificatives envoyée par Expertise France au demandeur chef de file, la demande pourra être rejetée.

Après vérification des pièces justificatives, le comité d'évaluation fera une recommandation finale au Directeur général d'Expertise France ou son délégué, qui décidera de l'attribution des subventions.

2.5 Notification de la décision d'Expertise France

Contenu de la décision

Les demandeurs chefs de file seront avisés par écrit de la décision prise par Expertise France au sujet de leur demande et, en cas de rejet, des raisons de cette décision négative.

Si un demandeur s'estime lésé par une erreur ou irrégularité commise dans le cadre d'une procédure d'appel à projets, il en réfère directement à Expertise France. Expertise France doit répondre dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la plainte. Par ailleurs, si la réponse d'Expertise France ne satisfait pas le demandeur, il peut introduire, dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision le concernant, un recours auprès du Greffe du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75004 Paris - <http://paris.tribunal-administratif.fr/>.

Calendrier indicatif

	DATE	HEURE
1. Réunion d'information	Le jeudi 11 janvier 2024 à Tunis	10h00
2. Date limite pour les demandes d'éclaircissements à Expertise France	Le lundi 15 janvier 2024	14h00
3. Dernière date à laquelle des éclaircissements sont donnés par Expertise France	Le vendredi 19 janvier 2024	17h00

4. Date limite de soumission des notes succinctes de présentation	Le lundi 29 janvier 2024	14h00
5. Notification de sélection	Du jeudi 22 au vendredi 23 février 2024	-
6. Participation des demandeurs sélectionnés à la formation collective « boot camp »	Du mardi 05 au jeudi 07 mars 2024	-
7. Date limite pour les demandes d'éclaircissements à Expertise France	Le lundi 25 mars 2024	14h00
8. Dernière date à laquelle des éclaircissements sont donnés par Expertise France	Le vendredi 29 mars 2024	17h00
9. Date limite de soumission de la demande complète	Le lundi 08 avril 2024	14h00
10. Pitch	Le mardi 30 avril 2024	-
11. Notification de l'attribution	Du mardi 07 au mercredi 08 mai 2024	-
12. Formation	Du mardi 14 au jeudi 16 mai 2024	-
13. Evénement de lancement et signature du contrat	Le 17 mai 2024	10h00

Toutes les heures sont en heure locale d'Expertise France.

Ce calendrier indicatif renvoie à des dates provisoires (sauf pour les dates 2, 3 et 4) et peut être mis à jour par Expertise France au cours de la procédure. En cas de modification des échéances calendaires, les candidats seront dûment informés.

2.6 Conditions de la mise en œuvre après la décision d'Expertise France d'attribution d'une subvention

À la suite de la décision d'attribution d'une subvention, le(s) bénéficiaire(s) se verront proposer un contrat basé sur le modèle de contrat de subvention (annexe F du présent Règlement). Par la signature du formulaire de demande (annexe A du présent Règlement), les demandeurs acceptent, si la subvention leur est attribuée, les conditions contractuelles du modèle de contrat de subvention.

Lorsque la mise en œuvre d'une action nécessite la passation de marchés par le bénéficiaire et (le cas échéant) son/ses partenaires, le marché doit être attribué conformément à l'annexe IV du modèle de contrat de subvention.

Une fois les contrats signés, les bénéficiaires seront amenés à participer à un programme de formation dans le but de renforcer leurs capacités sur les procédures et outils de suivi financier, de suivi-évaluation, de communication ainsi que sur les engagements environnementaux et sociaux d'Expertise France.

2.7 Protection des données personnelles et confidentialité

Expertise France s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Expertise France

40 boulevard de Port Royal

75005 Paris

Représentée par son Directeur Général,

Responsable de traitement opérationnel :

Le Département des Systèmes d'Information représenté par son Directeur

Coordonnées du délégué à la protection des données personnelles :

informatique.libertes@expertisefrance.fr

Les fondements juridiques légitimant le ou les traitements correspondent aux c) et e) de l'article 6.1 du RGPD, à savoir que :

- Le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle Expertise France est soumis ;
- Le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi Expertise France ;

Les finalités du ou des traitements sont :

- La gestion et le suivi du présent appel à projets,
- La gestion et le suivi de l'octroi de la subvention objet de l'appel à projets.

Les destinataires ou catégorie de destinataires des données à caractère personnel sont exclusivement les personnels habilités de l'autorité contractante, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation et de l'exécution du contrat, ainsi que de leurs prestataires d'assistance dans ses activités.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat, ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification, et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles disposent également d'un droit à la limitation du traitement et d'opposition à ce traitement pour des motifs légitimes. L'exercice des droits d'information et de tout autre exercice de droit des personnes concernées par les traitements mis en œuvre peuvent être effectués auprès du délégué à la protection des données d'Expertise France.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

Expertise France s'engage à garantir la confidentialité des propositions qui lui sont adressées et veille à ce soit assurée la sécurité et le stockage de ces propositions.

3 LISTE DES ANNEXES

DOCUMENTS A COMPLETER

Annexe A : Formulaire de demande de subvention (format Word)

Annexe B : Budget (format Excel)

Annexe C : Cadre logique (format Excel)

Annexe D : Fiche d'identification financière

Annexe E : Formulaire de description des capacités financières et organisationnelles du candidat

DOCUMENTS POUR INFORMATION⁸

Annexe F : Modèle de contrat de subvention

Annexe II : Conditions générales

Annexe III : Budget (Annexe B du présent document)

Annexe IV : Règles de passation des marchés

Annexe V : Lettre de soumission des rapports et de demande de paiement

Annexe VI : Modèle de rapport narratif et financier

Annexe VII : Transfert de propriété d'actif

Annexe VIII : Engagement d'intégrité

Annexe G: Taux d'indemnités journalières (per diem), disponibles à l'adresse suivante:
http://ec.europa.eu/europeaid/funding/about-procurement-contracts/procedures-and-practical-guide-prag/diems_en (toutes les informations nécessaires étant disponibles par le lien, la publication de l'annexe est facultative)

Annexe H : Principes et engagements environnementaux et sociaux du projet Qawafel

* * *

⁸ Ces documents devraient également être publiés par Expertise France.